



HAL
open science

“Diverse Ormeau, shared Ormeau”. Lutte pour l’appropriation symbolique d’un quartier en cours de gentrification en Irlande du Nord

Hadrien Herrault

► **To cite this version:**

Hadrien Herrault. “Diverse Ormeau, shared Ormeau”. Lutte pour l’appropriation symbolique d’un quartier en cours de gentrification en Irlande du Nord. *Cybergeo: Revue européenne de géographie / European journal of geography*, 2023, Espace, Société, Territoire, 10.4000/cybergeo.40279 . hal-04040166

HAL Id: hal-04040166

<https://hal.science/hal-04040166>

Submitted on 21 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

“Diverse Ormeau, shared Ormeau”. Lutte pour l’appropriation symbolique d’un quartier en cours de gentrification en Irlande du Nord

“Diverse Ormeau, shared Ormeau”. The struggle over the symbolic appropriation of a gentrifying neighbourhood in Northern Ireland

“Diverso Ormeau, compartido Ormeau”. Lucha por la apropiación simbólica de un barrio en proceso de gentrificación en Irlanda del Norte

Hadrien Herrault



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cybergeog/40279>

ISSN : 1278-3366

Éditeur

UMR 8504 Géographie-cités

Ce document vous est offert par INIST - Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



Référence électronique

Hadrien Herrault, « “Diverse Ormeau, shared Ormeau”. Lutte pour l’appropriation symbolique d’un quartier en cours de gentrification en Irlande du Nord », *Cybergeog: European Journal of Geography* [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 1046, mis en ligne le 17 mars 2023, consulté le 17 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeog/40279>

Ce document a été généré automatiquement le 16 mars 2023.



Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

“Diverse Ormeau, shared Ormeau”.

Lutte pour l'appropriation symbolique d'un quartier en cours de gentrification en Irlande du Nord

“Diverse Ormeau, shared Ormeau”. The struggle over the symbolic appropriation of a gentrifying neighbourhood in Northern Ireland

“Diverso Ormeau, compartido Ormeau”. Lucha por la apropiación simbólica de un barrio en proceso de gentrificación en Irlanda del Norte

Hadrien Herrault

- 1 Depuis les années 1990, l'image de Ballynafeigh, quartier au sud de Belfast de près de 6 000 habitants, se transforme. En cours de gentrification, l'ancien quartier "protestant" est aujourd'hui présenté comme un modèle d'"espace partagé" (*shared space*) dans les politiques de réconciliation menées par le bureau exécutif à la tête du gouvernement décentralisé nord-irlandais (Murtagh, 2011)¹. Le bureau développe ces politiques depuis l'accord de paix de 1998, ayant mis fin à 30 ans de conflits d'origine coloniale entre l'armée, des paramilitaires unionistes (défendant l'union avec le Royaume-Uni), et des paramilitaires nationalistes (souhaitant le rattachement à la République d'Irlande). Le bureau exécutif désire promouvoir l'augmentation des contacts entre individus qu'il nomme "catholiques" et ceux qu'il nomme "protestants" (Graham, Nash, 2006 ; Hughes, 2017). Il présuppose que la proximité spatiale entre ces individus transformerait leurs comportements et engendrerait la réconciliation². Le bureau exécutif, soutenu par le bailleur gouvernemental nord-irlandais³ et des chercheurs⁴, s'appuient sur le recensement pour valoriser la "mixité" résidentielle de Ballynafeigh : 27 % des habitants ont été élevés dans la religion "protestante" dans le quartier en 2011 et 57 % dans la religion "catholique" (le nombre de personnes déclarant avoir été élevées dans une "autre ou sans religion" est de 16 %). Cette situation tranche avec l'histoire du quartier : en 1961, la proportion d'habitants

"protestants" était d'environ 74 %⁵. Cette transformation résidentielle favoriserait, selon le bureau exécutif, les contacts et la réconciliation.

- 2 Si ces institutions valorisent la "mixité" du quartier, elles occultent toutefois sa gentrification. En s'appuyant sur le recensement, Murtagh (2011) montre que le quartier est en pleine transformation depuis les années 1990 en matière de classe sociale. Celle-ci s'observe notamment à travers l'indicateur composite *deprivation*, classant les quartiers des moins au plus favorisés. Entre 2005 et 2017, les trois unités statistiques de Ballynafeigh "gagnent" respectivement 51, 194 et 203 places (sur un total de 890 unités statistiques en Irlande du Nord)⁶. En conséquence, en 2011, les personnes entre 16 et 74 ans ayant des *Higher managerial, administrative and professional occupations* et des *Lower managerial, administrative and professional occupations* représentent 38,5 % de la population du quartier contre 25,9 % en Irlande du Nord. De même, 45 % des personnes de plus de 16 ans ont un diplôme universitaire (licence ou plus), contre seulement 25 % en Irlande du Nord⁷. À l'instar de Tissot (2010), nous ne réduisons toutefois pas la gentrification à une transformation en matière de classe sociale. La gentrification entraîne également l'appropriation physique et sociale d'un quartier par de nouveaux groupes de résidents qui s'y installent et deviennent dominants dans la vie locale.
- 3 La gentrification se caractérise également par l'appropriation symbolique d'un quartier, c'est-à-dire l'imposition de la vision dominante de celui-ci (Kallin, Slater, 2014 ; Tissot, 2014, 2018). Son appropriation symbolique n'entraîne pas directement sa gentrification, mais elle est consubstantielle aux logiques des marchés immobiliers, aux politiques pro-gentrification (aussi appelées *state-led gentrification*) et à l'arrivée de nouveaux résidents qui entreprennent la rénovation de bâtiments, de commerces et de l'espace public (Collet, Launay, Ter Minassian, 2016). L'appropriation symbolique légitime également le contrôle de la vie d'un quartier par des nouveaux groupes de résidents (*ibid.*). Des travaux s'intéressent notamment aux usages du mot d'ordre de "mixité sociale" dans des politiques publiques pour légitimer symboliquement la gentrification et le déplacement de résidents des classes populaires, bien souvent appartenant à des minorités ethniques, au profit des classes moyennes supérieures principalement blanches (Bridge, Butler, Lees, 2012 ; Giroud, 2015 ; Lees, 2008 ; Rose *et al.*, 2013). Ils montrent en quoi ce mot d'ordre peut justifier l'idée que les classes moyennes arrivant dans des quartiers qui sont considérés comme "ségrégués" ou même étiquetés comme des "ghettos" auraient un supposé rôle de "modèle" (Slater, Anderson, 2012)⁸. Kallin (2017) mobilise la notion de *reputational gap* pour révéler comment des politiques publiques participent, bien souvent de façon simultanée, à la stigmatisation d'un quartier et de ses anciens habitants, et à la valorisation de la gentrification en cours.
- 4 Cet article propose de nuancer les travaux affirmant que les usages du mot d'ordre de "mixité sociale" se réduisent à la seule volonté de "travestir la gentrification en 'mixité sociale'" (Slater, 2006, *in* Giroud, 2015). À Ballynafeigh, les mobilisations du mot d'ordre de "mixité" se comprennent à l'aune de la restructuration des rapports de classe, mais également de la restructuration des rapports ethniques (Murtagh, 2011)⁹. Comme le montrent des chercheurs sur ce qu'ils nomment la "gentrification Noire" aux États-Unis (Boyd, 2008 ; Moore, 2009 ; Pattillo, 2008), les relations de classe et ethniques ne se superposent pas toujours dans les quartiers en gentrification. Si Ballynafeigh est perçu comme "protestant" durant les conflits, des nouveaux résidents, notamment des

familles de cadres, s'installent dans le quartier et se déclarent principalement "catholiques" lors du recensement. Murtagh (2011) montre que les ménages qui se déclarent "protestants" sont surreprésentés chez les ménages âgés. À l'inverse, les ménages qui se déclarent "catholiques" sont surreprésentés chez les ménages jeunes, et ont davantage de probabilité de disposer de revenus supérieurs à ceux du quartier et d'être arrivés récemment (*ibid.*). Transformant la composition sociale du quartier, ces nouveaux résidents s'y installent depuis la mise en place par le gouvernement dans les années 1990 de projets de renouvellement urbain suivant des préceptes néolibéraux à proximité de Ballynafeigh (Boland, Bronte, Muir, 2016). Cet article s'intéresse à la façon dont ces résidents des classes moyennes/supérieures luttent pour s'approprier un quartier dans lequel les individus, assignés comme "catholiques", étaient auparavant mis à l'écart. Nous verrons que c'est autour des mots d'ordre d'"espace partagé" et de "mixité" qu'ils forment des alliances pour légitimer leur présence et tenter de contrôler l'espace public.

- 5 Pour le montrer, l'article retrace en deux temps les logiques sociales des usages de ces mots d'ordre lors d'un conflit autour de drapeaux unionistes. Dans un premier temps, nous revenons sur les contestations d'élus unionistes à l'encontre de la catégorisation du quartier comme "partagé". Celle-ci irait, selon eux, contre leur "identité" et leur droit à mettre des drapeaux dans l'espace public. Nous montrons que ces contestations s'expliquent par une volonté de maintenir une domination protestante dans le quartier. Dans un second temps, nous nous intéressons à un groupe de propriétaires, nommé "les Résidents Contre les Drapeaux" (RCD ; *South Belfast Residents Against Flags*) qui demande la suppression des drapeaux unionistes dans l'espace public au nom du "partage". Nous montrons comment les membres de RCD, appartenant aux classes moyennes/supérieures et se déclarant principalement "catholiques", luttent pour s'approprier le quartier, tout en occultant les contestations portées par des associations contre les inégalités dans l'accès au logement, qu'elles soient ethniques ou de classe, dans un contexte de gentrification et de privatisation du logement social.
- 6 Pour mener l'enquête, nous avons observé cette lutte dans le champ médiatique (journaux papier et télévisés), sur les réseaux sociaux, dans le champ politique (parlement, mairie) et dans l'espace public lors de manifestations. Nous avons sélectionné, entre 2014 et 2017, 73 articles de journaux portant sur les conflits autour du "partage". Ces articles de presse nous permettent d'analyser comment des décideurs (élus), des politiciens non élus et des groupes de résidents médiatisent leurs prises de position. Notre enquête repose également sur une série d'entretiens semi-directifs, réalisés entre octobre 2016 et mars 2018, auprès de la *leader* et de membres de RCD, de fonctionnaires, de responsables d'associations et de politiciens (élus ou non). L'objectif des entretiens était de mettre au jour leurs positions sociales et leurs stratégies pour s'imposer.

Contester le "partage", reproduire la domination

- 7 La lutte autour de la catégorisation du quartier comme "partagé" se structure dans les champs médiatique et politique au début des années 2010 quand des élus unionistes, faisant principalement partie des fractions économiques des classes moyennes/supérieures, considèrent un "espace partagé" comme un espace perdu, un espace laissé, au moins en partie, à l'autre "communauté" (Nagle, 2009). Ils se saisissent de la

catégorisation de Ballynafeigh comme "partagé" pour ériger les "protestants" comme délaissés par les politiques de réconciliation. En situant ces revendications dans l'histoire coloniale de l'Irlande du Nord, nous montrons qu'elles sont une volonté de maintenir une domination unioniste et protestante dans le quartier, qui serait, selon ces élus, remise en cause par sa gentrification.

Drapeaux et contrôle territorial

- 8 Lors de la partition en 1920, les partis unionistes mettent en place un système électoral leur assurant la majorité au parlement, en permettant d'obtenir des sièges même dans les circonscriptions où ils sont minoritaires (Tosser, 2015). Leur domination s'observe également dans l'espace public, avec d'importantes marches unionistes et l'interdiction de toute manifestation nationaliste (Nagle, 2009). C'est seulement lors du début des cessez-le-feu qu'une première manifestation nationaliste a lieu dans le centre-ville, le 8 août 1993 (*ibid.*). 10 000 personnes convergent vers la mairie de Belfast et G. Adams, président du parti nationaliste et socialiste du Sinn Féin, proclame le "droit à la ville" des nationalistes : "*You have the right to your city, the right to your city hall*" (*Irish News*, 9 août 1993, in Nagle, 2009). Si les manifestations nationalistes sont aujourd'hui fréquentes, les partis unionistes contestent toujours toute revendication nationaliste dans le centre-ville, contestation qui s'est cristallisée lors des *flag protests*. En décembre 2012, au conseil municipal de Belfast, des élus municipaux du Sinn Féin votent la réduction à 18 jours du pavoisement du drapeau britannique sur la mairie de Belfast pour s'aligner sur la législation qui s'applique au Royaume-Uni. Ils ont le soutien des élus du SDLP, parti nationaliste modéré et socialiste, et de ceux du parti intercommunautaire et libéral de l'Alliance. Les deux principaux partis unionistes (DUP, parti unioniste ultra-conservateur et UUP, parti unioniste modéré et de centre droit) contestent de façon virulente cette décision en s'attaquant aux politiques de réconciliation et aux discours du "partagé". Dans les semaines précédant le vote, fin 2012, le UUP et le DUP distribuent près de 40 000 tracts. Ils y détournent la politique de réconciliation établie en 2005, nommée *A Shared Future* par le bureau exécutif sous l'administration directe (*direct rule*) (OFMdFM, 2005), en demandant : "un futur partagé, pour qui ?" (*A Shared Future for who?*). Le tract dénonce une supposée coalition entre les partis nationalistes (Sinn Féin et SDLP) et le parti intercommunautaire de l'Alliance. Des manifestations unionistes, dont certaines provoquent des blessés et des dommages matériels, ont lieu dans toute l'Irlande du Nord. Les politiciens unionistes construisent une nouvelle rhétorique autour de l'idée que les politiques de réconciliation et de promotion du "partagé" profiteraient de manière disproportionnée aux nationalistes (Halliday, Ferguson, 2016 ; McDowell, Braniff, Murphy, 2017). Pendant les *flag protests*, le DUP sollicite, par exemple, la commission pour l'égalité en Irlande du Nord en affirmant que la réduction dans le temps du pavoisement irait à l'encontre de l'"égalité" (*equality*) (BBC, 2013).
- 9 À partir de l'été 2013, les *flag protests* ont des conséquences dans le quartier de Ballynafeigh. Deux groupes de résidents se présentant comme unionistes et mettant des drapeaux rompent un accord non contesté avant 2012 avec l'association locale, la *Ballynafeigh Community Development Association*¹⁰. Cet accord informel prévoyait de limiter le nombre et la durée d'installation des drapeaux (entre les mois de juillet et de septembre) pour respecter le caractère "partagé" du quartier. Il s'agit principalement de drapeaux britanniques, de l'Irlande du Nord et, plus rarement, du groupe

paramilitaire Force Volontaire d'Ulster (*Ulster Volunteer Force*) accrochés aux lampadaires pendant l'été pour célébrer la victoire de Guillaume d'Orange contre le roi catholique James II durant la bataille de la Boyne en 1690. À la suite des *flag protests*, ces deux groupes ne respectent plus cet accord. Ils mettent davantage de drapeaux et ne se limitent plus aux mois d'été afin de marquer leur territoire. Entre avril 2014 et août 2015, la police compte 187 drapeaux dans la rue principale du quartier d'Ormeau (Bryan, Nolan, 2016).

Figure 1 : Drapeau dans la rue d'Ormeau à Ballynafeigh



Herrault, 2017

Figure 2 : Une des parades unionistes à Ballynafeigh



Herrault, 2016

- 10 Le quartier est contrôlé par le pouvoir "protestant" depuis 1987, date à laquelle l'ordre d'Orange, s'opposant aux "papistes" (*papists*), s'y installe. Il ouvre un Orange Hall décoré des emblèmes de l'ordre et accueillant des activités unionistes, comme des

répétitions de parades ou des repas (Tosser, 2015). La principale porte d'entrée du quartier, le pont d'Ormeau, était d'ailleurs, pendant les conflits, le théâtre de nombreux affrontements entre des paramilitaires nationalistes de Lower Ormeau et des paramilitaires unionistes de Ballynafeigh. Pour défendre la présence de drapeaux, le responsable actuel de l'ordre d'Orange conteste la déségrégation en matière ethnique qu'entraîne la gentrification (entretien, janvier 2017). Homme d'une cinquantaine d'années et propriétaire d'une boulangerie, ce responsable dénonce la gentrification, non pas pour ses effets sur les classes populaires, mais comme un processus contribuant à la perte de l'identité "unioniste" du quartier, identité qu'il associe aux parades et aux drapeaux (Figure 1 et Figure 2). Ce responsable exprime son sentiment de se faire déposséder du quartier par l'ensemble de ce qu'il nomme les "classes moyennes catholiques" (*catholic middle classes*). Il critique notamment la dimension physique de la gentrification avec la reconversion par un promoteur de l'usine à pain, fermée en 2004, en 156 logements de standing et avec la multiplication des cafés et restaurants, souvent au nom français et au design scandinave (Figure 3 et Figure 4)¹¹. Selon lui, ces nouveaux commerces ne seraient plus "unionistes" : *"We only have one unionist pub left, and it's not on the main road. It's in one of the backstreets"*.

- 11 La catégorisation du quartier comme "partagé" est également largement critiquée par les représentants unionistes. Face à la décision temporaire de la police d'agir contre des drapeaux unionistes au nom du "partage" en 2014, un *leader* du Parti Unioniste Progressiste (PUP), B. Hutchinson, explique que la police n'est pas impartiale. Il reprend l'idée que les "protestants" seraient marginalisés depuis l'accord de paix. Selon lui, la police agirait contre les drapeaux seulement quand il s'agit de marqueurs unionistes : *"The message to the police is you need to police this society fairly. I want to know that you're not having a two-tier system - one for (unionist) and one for (nationalist)"* (BBC, 2014). Pour C. Stalford, élu du DUP au Parlement nord-irlandais et cadre du parti depuis qu'il est diplômé de l'Université Queen's de Belfast, défendre le droit de mettre des drapeaux et de défiler dans l'espace public est associé à la défense de la "culture" unioniste (BBC, 2015). Les propos de cet élu s'inscrivent dans un discours dominant dans les partis unionistes selon lequel le Sinn Féin et le parti de l'Alliance s'attaqueraient à la "culture" unioniste (Halliday, Ferguson, 2016). Dans son argumentaire, cet élu reprend aussi à son compte la rhétorique de la "mixité" et lui donne une nouvelle définition, le flou des termes pouvant mener à des définitions divergentes. Selon lui, la "mixité" à Ballynafeigh devrait permettre aux différentes traditions de cohabiter et de célébrer leur présence à travers les drapeaux : *"Ballynafeigh is a settled, mixed community. Now, if those words are to mean anything, it means that the unionist community in that part of the town is able to manifest their culture and their identity"* (BBC, 2015).

Figure 3 : L'ancienne usine à pain transformée en logements de "standing"



Herrault, 2017

Figure 4 : Un des nouveaux cafés "branchés" sur Ormeau Road



Herrault, 2017

- 12 Ces prises de position d'élus en faveur de marqueurs unionistes dans les "espaces partagés" s'expliquent notamment par des stratégies électorales. À l'élection du parlement local de 2017, le DUP perd un siège dans la circonscription du Sud Belfast. Sur les 5 sièges en jeu, il n'en obtient qu'un sur les deux obtenus à l'élection précédente. Plus important encore, les partis unionistes avaient perdu la circonscription de Belfast Sud au Parlement de Westminster de 2005 à 2017 au profit du parti nationaliste, le SLDP, circonscription qu'ils contrôlaient depuis 1902. Pour l'obtenir en 2017, le DUP investit comme candidate E. Little-Pengelly, la fille de l'ancien paramilitaire N. Little¹² et avocate de formation. Elle fait campagne autour de l'idée que

l'identité unioniste serait menacée dans le sud de la ville et s'inscrit dans la crainte des partis unionistes, depuis l'accord de paix, d'une supposée "déprotestantisation" de l'Irlande du Nord (Ballif, 2012). Avec cette rhétorique, la candidate obtient le soutien du *Loyalist Communities Council*, un groupe qui se présente comme appartenant aux "classes ouvrières loyalistes". Ce groupe a aussi le soutien des paramilitaires de l'*Ulster Defense Association* (UDA), de l'*Ulster Volunteer Force* (UVF) et du *Red Hand Commando* (RHC) accusés de mettre les drapeaux dans le quartier (Rutherford, 2015). Avec ces soutiens, elle est élue en obtenant 30,4 % des voix, ce qui permet au parti unioniste de reprendre cette circonscription au parti nationaliste modéré du SDLP¹³.

Maintenir la domination unioniste

- 13 Les discours en faveur des drapeaux peuvent s'analyser comme une volonté de maintenir la domination unioniste dans le quartier. L'amalgame de ces discours entre perte de domination et baisse démographique est significatif. Anti-immigration et unioniste radical, le consultant et blogueur médiatique J. Bryson critique, dans un registre naturalisant l'ethnicité, le changement démographique du sud de Belfast : "[shared spaces] facilitate the overarching republican 'harmonisation' strategy and to contrive a modification of the demographics so as to facilitate Nationalist/Republican electoral gains"¹⁴. Bryson mobilise l'évolution démographique (sans citer précisément les résultats des recensements) pour justifier sa prise de position : ceux qu'il assigne comme "catholiques" (qui voteraient, selon lui, tous pour des partis nationalistes) s'approprieraient les "quartiers traditionnellement unionistes" (*traditionally Unionist areas*). Un autre grand défenseur des drapeaux et élu municipal du DUP du sud de la ville, G. Craig, affirme également durant un entretien (décembre 2016) qu'il ne perçoit pas Ballynafeigh comme un "espace partagé". Cet élu, qui travaille comme cadre en tant qu'économiste, critique le fait que le quartier soit en transition : la "classe populaire protestante" (*protestant working class*) serait remplacée par des "bourgeois nationalistes" (*bourgeois nationalists*). Pour cet élu, en devenant dominants en nombre, les "catholiques" deviendraient aussi dominants en matière de pouvoir. Il présuppose que les individus qu'il assigne comme "catholiques" le sont et le seront toujours, de façon immuable, ce qui assoira une supposée domination. Il s'agit d'une projection naturalisante du monde social laissant supposer une altérité totale entre les individus qu'il nomme "protestants" et ceux qu'il nomme "catholiques".
- 14 Ce discours de politiciens ou de blogueurs unionistes, affirmant que les "protestants" deviendraient "minoritaires", doit être situé dans l'histoire coloniale de l'Irlande du Nord. En réalité, il n'est pas un discours sur les inégalités ou les discriminations. Ce discours montre avant tout une aspiration à maintenir une position dominante et une volonté d'asseoir une identité protestante à Ballynafeigh. Selon Fassin (2003), être minoritaire, c'est l'être en matière de relations de pouvoir, c'est-à-dire dans l'accès à la représentation politique, aux services publics, à l'emploi, aux logements, etc. Affirmer que les "protestants" sont minoritaires à Ballynafeigh sur la base du nombre de personnes qui se déclarent "catholiques" occulte l'ensemble des rapports de pouvoir. Lors de sa création, l'État nord-irlandais a ouvertement discriminé les individus assignés comme "catholiques" (McVeigh, 2002). Le marché du travail, avant et pendant les conflits, réserve les emplois d'ouvriers qualifiés aux travailleurs protestants (Murtagh, O'Neill, 2017). Les inégalités de traitement sont structurelles et Ballynafeigh n'y échappe pas. Le principal employeur du quartier pendant les conflits est l'usine à

pain fermée en 2004. 1 038 personnes y travaillent en 1979 et seuls 10 % des travailleurs se déclarent "catholiques" (Graham, 2001). Des polémiques, mettant au jour des discriminations à l'embauche dans l'usine à l'encontre de personnes assignées comme "catholiques", éclatent dans les champs journalistique et politique dans les années 1980 (*ibid.*). En réponse, des politiques anti-discriminations sont progressivement mises en place pour améliorer les conditions d'accès à l'emploi des "catholiques" et contribuer à leur (lente) ascension économique (Murtagh, O'Neill, 2017). À l'échelle du pays, une uniformisation des catégories socio-professionnelles selon des critères ethniques s'observe (Moriarty, Wright, O'Reilly, Thurston, 2017). En 1991, d'après le recensement¹⁵, les individus ayant été élevés dans la religion "catholique" sont 38,9 % dans la catégorie *routine, manual, unemployer* contre seulement 21,7 % pour ceux ayant été élevés dans la religion "protestante". En 2011, la situation se nivelle : 38,8 % sont "catholiques" et 38,4 % sont "protestants". Depuis les années 1980, les politiques néolibérales successives dérèglent le marché du travail, participent à la désindustrialisation et affaiblissent le rôle des syndicats en Irlande du Nord. Des individus des classes populaires "protestantes" semblent maintenant vivre dans les mêmes conditions socio-économiques que des individus des classes populaires "catholiques" (Knox, 2016 ; Murtagh, 2016).

- 15 Pour autant, des inégalités persistent. Une enquête de 2013 sur les ressources familiales montre que 22 % des ménages qui se déclarent "catholiques" sont en situation de pauvreté, contre 17 % de ceux qui se déclarent "protestants" (Knox, 2016). 16 des 20 quartiers (*ward*) les plus défavorisés, selon l'indicateur *deprivation*, sont occupés par des personnes se déclarant en majorité "catholiques" (*ibid.*). À l'inverse, seuls 6 des 20 quartiers les plus favorisés sont occupés par des personnes se déclarant en majorité "catholiques" (*ibid.*). Le traitement par des services publics est également inégal (Gray *et al.*, 2019). Par exemple, un demandeur d'un logement social qui se déclare "protestant" quand le bailleur social gouvernemental le demande lors de l'inscription attend un temps médian de neuf mois en 2013-2014, alors qu'un demandeur qui se déclare "catholique" doit attendre quinze mois (Equality Commission for Northern Ireland, 2017). Ces inégalités de traitement ne touchent d'ailleurs pas seulement les classes populaires. Le pourcentage de hauts fonctionnaires qui se déclarent "catholiques" reste, par exemple, toujours faible, bien que la proportion soit passée de 7 % en 1971 à 35,5 % en 2011 (Ruane, Todd, 2014)¹⁶. De même, les policiers qui se déclarent "catholiques" représentent seulement 30,3 % de la totalité des employés de la police en 2011 (*ibid.*).
- 16 Ainsi, l'idée émise par des politiciens ou des blogueurs unionistes selon laquelle les "protestants" subiraient un "système à deux vitesses" ne repose pas sur une expérience sociale. En Irlande du Nord, un individu n'est pas discriminé dans l'accès à l'emploi ou au logement parce qu'il serait perçu comme "protestant" (Murtagh, O'Neill, 2017). Cet individu subit des inégalités s'il appartient aux classes populaires, mais pas du fait qu'il serait perçu comme "protestant" (*ibid.*). Les discours proclamant les "protestants" comme délaissés à la suite des politiques de réconciliation et de la catégorisation de Ballynafeigh comme "partagé" sont des discours qui accusent avant tout l'uniformisation des inégalités sociales entre "protestants" et "catholiques" et non les inégalités elles-mêmes que subissent les classes populaires et les minorités ethniques. Cette critique peut être rapprochée de celle de Bhambra (2017) sur les analyses du vote du Brexit. Selon cette chercheuse, l'idée que les "classes ouvrières blanches" seraient "laissées-pour-compte" (*left behind*), ce qui expliquerait un vote en faveur du Brexit, est

problématique. Pour elle, ces analyses sur les classes populaires blanches nient les rapports de domination raciale dans la production des inégalités. Le discours de politiciens ou d'intellectuels mobilisant cette idée a servi à rendre légitimes des analyses qui peuvent être considérées, selon l'autrice, comme racistes.

De la valorisation du "partage" au délaissement des inégalités

- 17 En opposition aux élus unionistes, un groupe de résidents, propriétaires et issus des classes moyennes/supérieures, souhaite contrôler la présence des drapeaux unionistes qu'il considère comme "sectaires" et mobilise "l'espace partagé" comme mot d'ordre militant. Nous montrons que si ces revendications permettent à de nouveaux arrivants originellement mis à l'écart du quartier de se l'approprier symboliquement, elles occultent de façon ambivalente les inégalités, notamment celles produites par la gentrification dans l'accès au logement.

Lutter contre (tous) les drapeaux

- 18 Pendant l'été 2014, à la suite de l'augmentation du nombre de drapeaux unionistes à Ballynaveigh, le parti de l'Alliance et le parti nationaliste du Sinn Féin demandent que la police intervienne pour les enlever dans le quartier. La police répond positivement à cette demande en affirmant publiquement que les drapeaux dans les "quartiers mixtes" (*mixed areas*) sont une "menace pour la paix" (*breach of the peace*) (Gordon, 2014). À la suite de la pression d'élus du DUP, la police choisit finalement de ne pas agir contre les drapeaux. Si les drapeaux sur les lampadaires sont officiellement interdits dans toute l'Irlande du Nord, la police considère que leur retrait relève du département pour l'Environnement (propriétaire des lampadaires) et n'est pas de son ressort. Sa décision d'appliquer la loi seulement dans les quartiers "mixtes" pose d'ailleurs question. Aujourd'hui, la catégorisation d'un espace comme "partagé" par le bureau exécutif et le bailleur social gouvernemental (NIHE) est de l'ordre du symbolique et n'a pas de portée juridique.
- 19 Lors de l'apparition de nouveaux drapeaux durant l'été 2015, les partis nationalistes (SDLP et Sinn Féin) et le parti de l'Alliance accusent la police d'avoir cédé à la pression des partis unionistes. En réaction, certains habitants qui se présentent comme fervents défenseurs de la "mixité" et du "partage" décident de se mobiliser. Une pétition, publiée en 2015, est signée par 2 315 personnes¹⁷. Elle demande à la police de revenir sur cette décision et d'enlever les drapeaux. Un groupe de propriétaires nommé "les Résidents Contre les Drapeaux" (RCD) s'est ensuite structuré à partir de 2017. Ses membres considèrent les drapeaux comme une pratique politique non appropriée dans, selon eux, un des seuls quartiers "partagés" d'Irlande du Nord. RCD s'est constitué à la suite du lancement par la *leader* d'une deuxième pétition en ligne et signée par plus de 2 600 personnes en juin 2017¹⁸, suivie d'une première manifestation pour la défense du "partage" réunissant 250 personnes (Breen, 2017a) et d'une deuxième manifestation en juillet 2018 sous le slogan "Diverse Ormeau, shared Ormeau" (*Irish News*, 2018) (Figure 5).

Figure 5 : La spatialisation des luttes à Ballynafeigh



Herrault, 2018

- 20 La volonté de RCD de supprimer les drapeaux est justifiée par un souhait d'ouverture sur la "diversité". Celle-ci est en effet omniprésente dans le discours de la leader de RCD (entretien août 2017). Dans la pétition de 2017, elle présente les drapeaux comme une forme de menace contre la "diversité" et la "mixité" :

"As a resident of South Belfast, I am again frustrated to see the erection of flags in some of the most mixed and diverse communities within our constituency. The display of Flags, Symbols and Emblems [...] continues to heighten tension and militates against numerous and varied groups occupying shared neighbourhoods in harmony. Displays such as these run from the Ormeau Road to Carryduff and across the whole constituency and are seen by the majority of local residents as territory marking, coat trailing and are intimidatory. They are an eye sore erected by a vocal minority [...]" (Extrait de la pétition de 2017).

- 21 Dans cette pétition, la "minorité bruyante" qui met des drapeaux est assimilée à une population uniforme. Dans un entretien (novembre 2018), une membre de RCD incrimine des "paramilitaires" (*paramilitaries*) anciennement "dominants" (*dominant*). Selon elle, ils paraded dans le quartier, organisent des "feux" (*bonfires*) durant le mois de juillet et boivent beaucoup¹⁹.
- 22 Les pétitions de RCD déclenchent de fortes réactions des figures politiques unionistes de l'ordre d'Orange ou des élus des partis unionistes du DUP et UUP. Les propos les plus virulents viennent du blogueur médiatique unioniste J. Bryson. Il perçoit la manifestation de RCD comme une démonstration de "haine contre l'unionisme" (*hatred of Unionism*)²⁰. Malgré ces réactions virulentes, RCD se structure durant l'été 2017 autour de 15 membres qui proposent des actions communes (notamment la distribution de tracts) et qui sont fortement présents sur les réseaux sociaux. La responsable est

active dans les journaux et multiplie ses participations à des émissions de radios locales pour défendre la cause de RCD.

Figure 6 : Affiche contre les drapeaux unionistes/loyalistes sur Ormeau Road



Herrault, 2017

- 23 Si le nombre de personnes engagées dans RCD est relativement restreint, ce groupe trouve des relais politiques importants. Les élus municipaux des partis Vert et de l'Alliance, qui se revendiquent intercommunautaires, le soutiennent en tant que fervents défenseurs des politiques de réconciliation. Comme lors des *flag protests*, le soutien des élus municipaux des partis nationalistes (Sinn Féin et SDLP) complexifie la situation. Ces élus combattent les marqueurs liés au Royaume-Uni au nom d'une Irlande qu'ils désirent unifiée. Le Sinn Féin, le SDLP et le parti Vert participent même à la manifestation organisée par RCD en juin 2017. Cette prise de position commune, entre personnes aux idées politiques diverses (nationalistes et "intercommunautaires"), se retrouve chez les membres de RCD. Bien qu'ils se présentent comme "indépendants", ils voteraient, d'après la *leader*, en majorité pour les partis intercommunautaires Vert et de l'Alliance, ou les partis nationalistes du Sinn Féin ou du SDLP (Breen, 2017a). Les membres se déclarent soit "catholique", soit "sans religion" tout en ayant des origines "catholiques". La *leader* déclare, par exemple, être sans religion, mais venir d'une famille "catholique", et voter pour un parti nationaliste, tout en témoignant d'un discours modéré. Elle ne désire pas être dans un conflit ouvert et souhaite avoir des relations communautaires plus pacifiées. Si elle a pu s'installer dans le quartier du fait de sa classe sociale, la *leader* a souhaité s'engager contre les drapeaux après avoir subi des menaces lors de son arrivée. Elle considère les drapeaux comme une intimidation à l'encontre des non unionistes impliquant une assignation ethnique : *"Ballynafeigh was much more divided when I came. It felt like 'them & us' on the Ormeau Road [...] it was controlled by a dominant culture, Unionism. [Flags] may be the dying embers of part of a previous dominant culture, however it is still intimidating and threatening to many"* (entretien, août 2017).
- 24 Si RCD dénonce les marqueurs unionistes liés à la domination britannique en Irlande du Nord, le groupe ne mentionne pas les questions des inégalités et des discriminations ethniques au centre des revendications lors des luttes pour les droits civiques. Pour

montrer une supposée neutralité de RCD, le groupe s'oppose même en octobre 2017 aux drapeaux de sports gaéliques (GAA). Drapeaux traditionnellement liés aux nationalistes, le club du quartier a l'habitude d'en mettre à l'endroit où sont installés ses locaux. La *leader* affirme dans le *Belfast Telegraph* que la règle doit être la même pour tous : "*Can't be one law for one and another for everybody else. [RCD] does not support any flags hanging for any reason from public utilities. Hang your legal flags from your own property*" (Breen, 2017b). Cette position de RCD fait naître une opposition avec l'élue du Sinn Féin, M. Ó Muilleoir qui soutient officiellement RCD. Il s'oppose à l'idée de retirer les drapeaux de GAA : "*I admire [RCD] but I have no problems with local sport clubs or schools putting their flags to celebrate not intimidate*". Pour Ó Muilleoir, les drapeaux de GAA ne peuvent pas être comparés aux drapeaux unionistes, notamment à ceux de l'UVF.

- 25 Avec cette volonté de retirer les drapeaux de GAA, RCD met sur un plan d'égalité l'unionisme et le nationalisme, imposant une symétrie entre deux camps "protestant" et "catholique" et euphémisant les rapports de domination (McVeigh, 2002). Plus largement, les discours de RCD pour le "partage" délaissent les inégalités que subissent les individus assignés comme "catholiques", mais également les minorités ethniques. En Irlande du Nord, des minorités ethniques sont altérisées et racisées à cause de leur couleur de peau, de leur religion et/ou de leur origine, ce qui engendre des difficultés dans l'accès à un emploi ou à un logement (Doyle, McAreavey, 2014 ; Lee, 2014). Les discours de RCD peuvent être mis en parallèle avec ceux des gentrificateurs étudiés par Tissot (2011) qui érigeaient la "diversité" à Boston comme une ressource commune, "favorable à tous sans impliquer une redistribution des places et des rapports de pouvoir". Les discours de RCD peuvent aussi être rapprochés de ceux, analysés par Berrey (2005), des activistes progressistes Blancs à Chicago qui avaient tendance à mobiliser le mot d'ordre de "diversité" en minimisant les rapports de domination raciale et de classe. Selon Berrey, leur focalisation sur la "diversité" occultait les préoccupations des locataires à faibles revenus. RCD ne fait d'ailleurs pas mention des préoccupations des nombreuses associations luttant contre les inégalités, qu'elles soient ethniques ou de classe, dans l'accès au logement et contre la gentrification en Irlande du Nord (Herrault, 2022).
- 26 Dans un entretien (octobre 2017), la *leader* reconnaît tout de même avoir fait le choix d'interdire les drapeaux du GAA à contrecœur. Cette contradiction entre son soutien aux sports gaéliques et son souhait d'interdire leurs drapeaux est un des éléments déclencheurs d'un changement de stratégie. En 2018, RCD ne souhaite plus interdire les drapeaux dans l'espace public, mais les contrôler. Le groupe reprend la position du parti de l'Alliance qui souhaite que les drapeaux puissent être mis après qu'une licence pour un temps négocié a été demandée. Afin de promouvoir ce souhait de contrôle des drapeaux, les membres de RCD se mobilisent fortement à travers du lobbying auprès des élus du sud de la ville (sauf ceux du DUP qui refusent de les recevoir) et de la nouvelle commission gouvernementale ayant la charge de proposer des recommandations sur l'usage des drapeaux. Cette volonté de contrôler le "partage", et ce qu'il sous-entend, peut être mis en parallèle avec les résultats de Tissot (2011), de Piganiol (2021) et de Bacqué *et al.* (2014). Ces travaux expliquent comment des résidents des classes moyennes supérieures dites progressistes acceptent et revendiquent la "diversité" s'ils peuvent la contrôler en excluant les pratiques qu'ils perçoivent comme menaçantes. À Ballynafeigh, en 2018, le changement de nom du groupe est significatif, passant de "Résidents Contre les Drapeaux" à "Résidents Pour la Régulation des Drapeaux" (*South Belfast Residents For Regulation of Flags*). Le groupe montre dorénavant

une volonté de contrôle, plus que d'exclusion, des pratiques que le groupe considère comme menaçantes.

Des propriétaires mettant en scène un quartier pacifié

- 27 Les motivations sous-jacentes des membres de RCD à s'engager pour contrôler les drapeaux s'expliquent par des intérêts financiers et symboliques. Dès le début de la multiplication des drapeaux sur Ormeau Road, l'élu au Parlement nord-irlandais du Sinn Féin, A. Maskey, affirme dans un entretien pour le *Belfast Telegraph* que les drapeaux menacent l'"économie locale" (*local economy*) (Smyth, 2014). Cet argument économique est partagé par RCD qui est particulièrement inquiet à propos des prix de l'immobilier. Le groupe choisit même en 2017 de mettre en une de leur page Twitter la photo d'un article de journal consacré à la baisse des prix, titré "*South Belfast house prices drop despite increase in sales volumes*". Selon ses membres, la multiplication des drapeaux en serait en partie responsable. Dans un entretien (octobre 2017), la *leader* de RCD nous explique qu'un membre du groupe aurait fait une enquête auprès d'agents immobiliers. Les résultats seraient probants : les acheteurs ont tendance à privilégier les quartiers sans drapeaux. Pour la *leader*, il serait ainsi nécessaire d'enlever ou de contrôler les drapeaux pour maintenir les prix de l'immobilier du quartier. Plus largement, la mobilisation de la "diversité" et de la "mixité" comme arguments de vente est aujourd'hui récurrente dans les quartiers gentrifiés (Langegger, 2016 ; de Oliver, 2016). C'est le cas à Ballynafeigh, où la vision du quartier comme "partagé" est un argument de vente des agents immobiliers (Murtagh, 2011, p.1130).
- 28 La mobilisation de l'argument économique par des membres de RCD peut s'expliquer par leurs positions sociales. Des logiques de classe jouent dans la constitution du groupe. Ses 15 membres sont propriétaires et appartiennent principalement aux classes moyennes/supérieures (les médecins sont notamment surreprésentés). Prenons l'exemple de la *leader*. Arrivée dans les années 1990 à Ballynafeigh, elle est titulaire d'une licence en politiques sociales et d'un Master Business Administration (MBA). Elle s'est aujourd'hui reconvertie comme psychothérapeute, disposant d'un master en psychothérapie, et comme coach personnelle après avoir été la directrice générale d'une association. Dans un entretien (octobre 2017), elle nous explique qu'elle porte une vigilance particulière aux prix de l'immobilier depuis la crise de 2008 qui les a affectés. Elle considère toujours les prix du quartier comme relativement faibles : "*South Belfast is perceived to be very expensive but there are houses in South Belfast that you can buy for £150 000*". Cependant, le prix indiqué dans cet entretien est déjà un des plus élevés de la ville et ne permet d'acquérir qu'une maison de taille restreinte dans le quartier. Les prix de l'immobilier du sud de Belfast sont ceux, aujourd'hui, les plus élevés d'Irlande du Nord. Les prix moyens d'achat sont de £225 101 (contre £163 621 dans cette nation) (Ulster University, 2018). La gentrification a ainsi affecté la possibilité pour les classes populaires de rester dans le quartier, ou d'y avoir accès. La politique *right to buy* a engendré la privatisation de nombreux logements sociaux. Seuls aujourd'hui les petits immeubles du complexe des *Annadale Flats* sont encore en majorité des logements sociaux, même si une partie a été privatisée (134 des 322 logements sociaux initiaux)²¹. Dans le reste de Ballynafeigh, 158 des 265 logements sociaux initiaux ont été privatisés, ce qui rend difficile l'accès au parc social. En 2010, 1 062 demandeurs étaient sur liste d'attente pour obtenir un logement social dans le quartier²².

29 L'engagement contre les drapeaux des membres de RCD s'explique également par un intérêt symbolique de valorisation et de distinction de leur lieu d'habitation. Si le processus d'appropriation symbolique repose bien souvent sur des stéréotypes liés à la valorisation des quartiers anciens, présentés comme des "quartiers villages" (Collet, 2008 ; Tissot, 2011), RCD présente surtout Ballynafeigh comme un des seuls quartiers pacifiés. Faisant abstraction des trente ans de conflits, les membres de RCD diffusent, dans les médias, une vision du quartier qui serait un lieu créateur de réconciliation. Ils le réifient comme une entité propre et autonome située en dehors du monde social. Ils reprennent perpétuellement le discours de l'association locale (la *Ballynafeigh Community Development Association*), du bureau exécutif et du NIHE dans les politiques de réconciliation présentant le quartier comme "partagé" et "mixte". Leurs discours ont en commun d'être flous sur l'origine de cette "mixité" et d'occulter le processus de gentrification. Dans un rapport datant de 1994, le *Community Relations Council*, supporté par le bureau exécutif, affirme, sans expliquer comment il obtient ce résultat, que les habitants du quartier qu'il nomme "protestants" ou "catholiques" préfèrent vivre avec des personnes de la "religion opposée" (*opposite religion*), plutôt que dans un "quartier ségrégué" (*segregated neighbourhood*) (Community Relations Council, 1994). De même, pour le chercheur indépendant Wilson (2007) ayant écrit un rapport pour l'association locale, cette mixité serait apparue "naturellement" (*organically*). RCD reprend largement cette vision du quartier pour mener sa contestation contre les drapeaux. Dans un article partagé sur le compte du groupe, RCD décrit un quartier où les habitants seraient de façon uniforme contre les drapeaux : "A founding member of the group [RCD], said there is 'clear community support to remove these flags in shared spaces'" (B. Hughes, 2017). Plus largement, leur discours montre une volonté de distinction entraînant un traitement inégal des marques du passé liées aux conflits à Belfast. Leur souhait de contrôler les drapeaux se démarque d'organisations touristiques qui, elles, les instrumentalisent. Depuis l'accord de paix, des organisations valorisent la présence de marqueurs identitaires dans des quartiers plus défavorisés de l'ouest de la ville pour développer le tourisme en les transformant en "attraction touristique" (Ballif, 2015).

Conclusion

30 Cet article s'est intéressé à une des dimensions de la gentrification, celle de son appropriation symbolique à travers l'imposition de la vision légitime d'un quartier. Celle-ci est le résultat de luttes qui rendent possible son appropriation matérielle à travers la transformation de l'espace résidentiel, des commerces et de l'espace public (Tissot, 2014, 2018). À Ballynafeigh, la mobilisation de classes moyennes supérieures pour la "mixité" est révélatrice de la transformation structurelle des rapports de classe, mais également des rapports ethniques. Retracer la lutte autour des drapeaux dans le quartier a fait apparaître comment l'ethnicité peut être une facette du processus de gentrification (Huse, 2018). Les membres de RCD font face à la volonté des élus unionistes de maintenir leur domination historique en s'opposant à la catégorisation du quartier comme "partagé" (McDowell *et al.*, 2017). En développant des alliances autour de discours communs de "mixité" et de "diversité", ces membres tentent de légitimer leur arrivée dans un quartier dans lequel les individus assignés comme "catholiques" étaient auparavant mis à l'écart. Ils perçoivent la présence de drapeaux

unionistes comme une menace à leur rencontre. Leurs demandes auprès de la police pour contrôler les drapeaux unionistes et auprès du gouvernement pour mettre en place un système de licence n'avaient toutefois toujours pas abouti à la fin de l'enquête en 2018. La police soutenait toujours que contrôler la présence de drapeaux n'était pas de sa compétence.

- 31 Si les revendications de RCD portent sur le contrôle des drapeaux, symboles de la domination coloniale en Irlande du Nord, elles se caractérisent toutefois de façon ambivalente par une occultation des inégalités ethniques et de classe. RCD s'inscrit dans la lignée des politiques de réconciliation ayant fait émerger les mots d'ordre d'"espace partagé" et de "mixité". Ils promeuvent tous les deux une transformation des comportements individuels, à travers la rencontre de l'"Autre", et occultent toute proposition de transformations structurelles comme la réduction des inégalités pour favoriser la réconciliation (Graham, Nash, 2006 ; J. Hughes, 2017). Comparable à la manière dont le mot d'ordre de "mixité sociale" a été érigé comme mot d'ordre militant par des classes moyennes supérieures aux États-Unis (Berrey, 2005 ; Tissot, 2010) ou en France (Clerval, 2008), les propriétaires de RCD invisibilisent les inégalités dans l'accès au logement, notamment produites par le processus de gentrification et la privatisation du logement social. Les promoteurs immobiliers peuvent ainsi facilement se réapproprier le discours de RCD centré sur la "mixité".

BIBLIOGRAPHIE

- BACQUÉ M.H., CHARMES E., VERMEERSCH S., 2014, "The Middle Class 'at Home among the Poor' - How Social Mix is Lived in Parisian Suburbs: Between Local Attachment and Metropolitan Practices", *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol.38, No.4, 1211-1233.
- BALLIF F., 2012, "Artefacts sécuritaires et urbanisme insulaire : les quartiers d'habitat social rénovés à Belfast", *Espaces et sociétés*, Vol.150, No.2, 67-84.
- BALLIF F., 2015, "Belfast en temps de paix : la guerre civile comme attraction touristique", *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, Vol.34, No.1-2.
- BBC, 2013, "Belfast flag protest: DUP and PUP submit challenges to council", *BBC*.
- BBC, 2014, "PSNI flags move « most significant in years » says QUB flags expert", *BBC*.
- BBC, 2015, "PSNI deny U-turn over flag policy on Belfast's Ormeau Road", *BBC*.
- BERREY E.C., 2005, "Divided over Diversity: Political Discourse in a Chicago Neighborhood", *City & Community*, Vol.4, No.2, 143-170.
- BHAMBRA G.K., 2017, "Brexit, Trump, and 'methodological whiteness': on the misrecognition of race and class", *The British Journal of Sociology*, Vol.68, No.1, 214-232.
- BOLAND P., BRONTE J., MUIR J., 2016, "On the waterfront: Neoliberal urbanism and the politics of public benefit", *Cities*, Vol.61, 117-127.

- BOYD M., 2008, "Defensive Development: The Role of Racial Conflict in Gentrification", *Urban Affairs Review*, Vol.43, No.6, 751-776.
- BREEN S., 2017a, "Residents attend protest rally against UVF flags in south Belfast", *Belfast Telegraph*.
- BREEN S., 2017b, "Residents hit out at GAA flags flown on Belfast lamp-posts", *Belfast Telegraph*.
- BRIDGE G., BUTLER T., LEES L. (Éd.), 2012, *Mixed communities: gentrification by stealth?*, Bristol, Policy Press.
- BRUBAKER R., 2006, *Ethnicity without groups*, Massachusetts, Harvard University Press.
- BRYAN D., NOLAN P., 2016, "Flags: Towards A New Understanding", *QUB: Institute of Irish Studies*.
- CLERVAL A., 2008, "Les anciennes cours réhabilitées des faubourgs : une forme de gentrification à Paris", *Espaces et sociétés*, Vol.132-133, No.1, 91-106.
- COLLET A., 2008, "Les « gentrifieurs » du Bas Montreuil : vie résidentielle et vie professionnelle", *Espaces et sociétés*, Vol.132-133, No.1, 125-141.
- COLLET A., LAUNAY L., TER MINASSIAN H., 2016, "Une affaire d'images et de représentations", in: *Gentrifications*, Paris, Amsterdam.
- COMMUNITY RELATIONS COUNCIL., 1994, *Ballynafeigh Living in a Mixed Community*. 14 p.
- DOYLE C., MCAREAVEY R., 2014, "Possibilities for change? Diversity in post-conflict Belfast", *City*, Vol. 18, No.4-5, 466-475.
- EQUALITY COMMISSION FOR NORTHERN IRELAND., 2017, *Statement on Key Inequalities in Housing and Communities in Northern Ireland*.
- FASSIN E., 2003, "3. Penser la discrimination positive", 55-68 in: *Lutter contre les discriminations*, Collection « Recherches », Paris, La Découverte.
- GAFFIKIN F., MCELDFOWNEY M., RAFFERTY G., STERRETT K., 2008, *Public space for a shared Belfast. A research report for Belfast City Council*, Belfast City Council, Belfast.
- GIROUD M., 2015, *Mixité, contrôle social et gentrification*, La vie des idées.
- GORDON G., 2014, "Putting up flags in south Belfast « will be breach of peace »", *BBC*.
- GRAHAM B., NASH C., 2006, "A shared future: territoriality, pluralism and public policy in Northern Ireland", *Political Geography*, Vol.25, No.3, 253-278.
- GRAHAM D., 2001, *Fearing equality of opportunity: discrimination in N. Ireland*, Thèse de doctorat à l'université de Bristol, 332 p.
- GRAY A.M., KELLY G., ROBINSON G., HAMILTON J., LYNN B., MELAUGH M., 2019, *Northern Ireland Peace Monitoring Report - Number 5*.
- HALLIDAY D., FERGUSON N., 2016, "When Peace is Not Enough: The Flag Protests, the Politics of Identity & Belonging in East Belfast", *Irish Political Studies*, Vol.31, No.4, 525-540.
- HERRAULT H., 2022, "L'« espace partagé » à l'encontre du « droit au logement » ? Lutte pour l'attribution légitime des logements sociaux en Irlande du Nord", *L'Espace Politique*, No.43.
- HUBBARD P., 2017, *The battle for the High Street: retail gentrification, class and disgust*, London, United Kingdom, Palgrave Macmillan, 260 p.
- HUGHES B., 2017, "Belfast residents' group calls for unionist flags removal", *Irish News*.

- HUGHES J., 2017, "Agency versus structure in reconciliation", *Ethnic and Racial Studies*, Vol.41, No.4, 624-642.
- HUSE T., 2018, "Gentrification and ethnicity", in: *Handbook of Gentrification Studies*, Cheltenham, UK Northampton, MA USA, Edward Elgar Publishing, 186-204.
- IRISH NEWS., 2018, "White line picket on the Ormeau Road to highlight area's diversity and opposition to flags", *Irish News*.
- KALLIN H., 2017, "Opening the reputational gap", in: Kirkness P., Tijé-Dra A. (Éd.), *Negative neighbourhood reputation and place attachment: the production and contestation of territorial stigma*, Global urban studies, London, New York, Routledge, 102-118
- KALLIN H., SLATER T., 2014, "Activating territorial stigma: gentrifying marginality on Edinburgh's periphery", *Environment and Planning A*, Vol.46, No.6, 1351-1368.
- KNOX C., 2016, "Northern Ireland: where is the peace dividend?", *Policy & Politics*, Vol.44, No.3, 485-503.
- LANGEGGER S., 2016, "Right-of-way gentrification: Conflict, commodification and cosmopolitanism", *Urban Studies*, Vol.53, No.9, 1803-1821.
- LAUNAY L., 2010, "De Paris à Londres : le défi de la mixité sociale par les « acteurs clés »", *Espaces et sociétés*, Vol.140-141, No.1, 111-126.
- LEE A., 2014, "Are you a Catholic Chinese or a Protestant Chinese?': Belfast's ethnic minorities and the sectarian divide", *City*, Vol.18, No.4-5, 476-487.
- LEES L., 2008, "Gentrification and Social Mixing: Towards an Inclusive Urban Renaissance?", *Urban Studies*, Vol.45, No.12, 2449-2470.
- LELÉVRIER C., 2010, "La mixité dans la rénovation urbaine : dispersion ou re-concentration ?", *Espaces et sociétés*, Vol.140-141, No.1, 59.
- LITTLE I., 2015, "Terrorist father of DUP's newest MLA E. Pengelly works as steward at St Anne's Cathedral", *Belfast Telegraph*.
- MCDOWELL S., BRANIFF M., MURPHY J., 2017, "Zero-sum politics in contested spaces: The unintended consequences of legislative peacebuilding in Northern Ireland", *Political Geography*, Vol.61, 193-202.
- MCVEIGH R., 2002, "Between reconciliation and pacification: the British state and community relations in the north of Ireland", *Community Development Journal*, Vol.37, No.1, 47-59.
- MOORE K.S., 2009, "Gentrification in Black Face? The Return of the Black Middle Class to Urban Neighborhoods.", *Urban Geography*, Vol.30, No.2, 118-142.
- MORIARTY J., WRIGHT D., O'REILLY D., THURSTON A., 2017, *Economic Opportunities, Occupational Class Status and Social Mobility in Northern Ireland: Linked Census Data from the Northern Ireland Longitudinal Study (NILS)*, Northern Ireland Assembly.
- MURTAGH B., 2011, "Desegregation and Place Restructuring in the New Belfast", *Urban Studies*, Vol. 48, No.6, 1119-1135.
- MURTAGH B., 2016, "Economics: neoliberal peace and the politics of social economics", in: *The Palgrave Handbook of Disciplinary and Regional Approaches to Peace*, London, Palgrave Macmillan, 110-122.

- MURTAGH B., CARMICHAEL P., 2005, *Sharing Place A study of mixed housing in Ballynafeigh, South Belfast*, Housing Executive and Queen's University.
- MURTAGH B., O'NEILL D., 2017, "Equality Law, Good Relations and Planning", in: S. McKay & M. Murray (Éd.), *Planning Law and Practice in Northern Ireland*, London, New York, NY, Routledge, 191-205.
- NAGLE J., 2009, "The right to Belfast City Centre: From ethnocracy to liberal multiculturalism?", *Political Geography*, Vol.28, No.2, 132-141.
- NIHE., 2008, *Shared Neighbourhood Programme*.
- OFMDFM., 2005, *A Shared Future. Policy and Strategic Framework for Good Relations in Northern Ireland*.
- DE OLIVER M., 2016, "Gentrification as the appropriation of therapeutic 'diversity': A model and case study of the multicultural amenity of contemporary urban renewal", *Urban Studies*, Vol.53, No.6, 1299-1316.
- PATILLO M., 2008, *Black on the block: the politics of race and class in the city*, Chicago London, University of Chicago Press.
- PIGANIOL M., 2021, "Le charme discret de la mixité. Comment attirer des ménages bourgeois dans les écoquartiers", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol.3, No.238, 56-81.
- ROSE D., GERMAIN A., BACQUÉ M.H., BRIDGE G., FIJALKOW Y., SLATER T., 2013, "'Social Mix' and Neighbourhood Revitalization in a Transatlantic Perspective: Comparing Local Policy Discourses and Expectations in Paris (France), Bristol (UK) and Montréal (Canada)", *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol.37, No.2, 430-450.
- RUANE J., TODD J., 2014, "History, Structure and Action in the Settlement of Complex Conflicts: The Northern Ireland Case", *Irish Political Studies*, Vol.29, No.1, 15-36.
- RUTHERFORD A., 2015, "Loyalist Communities Council launched with backing of UDA, UVF and Red Hand Commando", *Belfast Telegraph*.
- SLATER T., 2006, "The Eviction of Critical Perspectives from Gentrification Research", *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol.30, No.4, 737-757.
- SLATER T., 2013, "Chapter 6 Capitalist Urbanization Affects Your Life Chances: Exorcising the Ghosts of 'Neighbourhood Effects'", in: Manley D., van Ham M., Bailey N., Simpson L., MacLennan D. (Éd.), *Neighbourhood Effects or Neighbourhood Based Problems?*, Dordrecht, Springer, 113-132
- SLATER T., ANDERSON N., 2012, "The reputational ghetto: territorial stigmatisation in St Paul's, Bristol: The reputational ghetto", *Transactions of the Institute of British Geographers*, Vol.37, No.4, 530-546.
- SMYTH M., 2014, "Parties divided as police move to outlaw flags in mixed area", *Belfast Telegraph*.
- TISSOT S., 2010, "Quand la mixité sociale mobilise des gentrificateurs. Enquête sur un mot d'ordre militant à Boston", *Espaces et sociétés*, No.140-141, 127-142.
- TISSOT S., 2011, *De bons voisins : enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d'agir.
- TISSOT S., 2014, "Loving Diversity/Controlling Diversity: Exploring the Ambivalent Mobilization of Upper-Middle-Class Gentrifiers, South End, Boston: Diversity and ambivalent gentrifiers in South End, Boston", *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol.38, No.4, 1181-1194.

TISSOT S., 2018, "Categorizing Neighborhoods: The Invention of 'Sensitive Areas' in France and 'Historic Districts' in the United States", *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol.42, No.1, 150-158.

TOSSER R., 2015, "Un Parlement Protestant pour un Peuple Protestant", *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain*, No.13.

ULSTER UNIVERSITY., 2018, *Northern Ireland quarterly house price index for Q1 2018*.

WILSON R., 2007, *A shared today Belfast's Ballynafeigh neighbourhood*, Ballynafeigh Community Development Association.

NOTES

1. Le bureau exécutif est appelé en anglais *The Executive Office* et était originellement nommé *the Office of the First Minister and deputy First Minister*. L'accord de paix de 1998 met en place un "pouvoir partagé". Le gouvernement décentralisé est partagé entre le parti majoritaire unioniste et le parti majoritaire nationaliste. Depuis 2003, les deux principaux partis de gouvernement sont le DUP et le Sinn Féin.
2. Pour un historique des politiques de réconciliation dites de "bonnes relations" et de leurs présupposés, voir Herrault (2022).
3. En 2008, le bailleur social gouvernemental (NIHE) mène à Ballynafeigh, comme dans trente autres quartiers, son "programme pour un quartier partagé" (*Shared Neighbourhood Programme*). L'objectif est "de soutenir des quartiers où la diversité est la bienvenue" (*to support areas where the diversity is welcomed*) (NIHE, 2008). Le bailleur développe également des études pour observer la "mixité" de Ballynafeigh (voir par exemple Murtagh, Carmichael, 2005).
4. Voir par exemple le rapport de Gaffikin *et al.* (2008).
5. Les statistiques proviennent du recensement effectué en 2011 par l'agence statistique nord-irlandaise, la *Northern Ireland Statistics and Research Agency* (NISRA), selon la question de la religion dans laquelle la personne a été élevée, *brought up*. Concernant 1961, les données proviennent du *Government of Northern Ireland General Register Office*. La limite du quartier était, toutefois, plus grande que celle retenue en 2011 (*Ballynafeigh Ward*), ce qui implique que le chiffre donné pour 1961 doit être compris comme un ordre de grandeur.
6. L'indicateur *deprivation* est produit par la NISRA. Cet indicateur classe les quartiers en fonction de leurs difficultés socio-économiques. Pour plus d'informations, voir [en ligne]. URL : www.nisra.gov.uk/statistics/deprivation/northern-ireland-multiple-deprivation-measure-2017-nimdm2017
7. Les données viennent du recensement 2011 réalisé par la NISRA.
8. Que ce soit en France (Lelévrier, 2010) ou dans le reste de l'Europe (Slater, 2013), les politiques de "mixité" pointent seulement comme problématiques les quartiers populaires et leurs habitants. Elles reposent sur un souhait de "retour à la 'norme' des quartiers populaires" (Launay, 2010, *in* Giroud, 2015). L'idée sous-jacente est que l'arrivée de classes moyennes dans un quartier défavorisé permettrait de transmettre les "bons" comportements aux classes populaires. Cette vision entraîne une stigmatisation des quartiers populaires et de leurs habitants (Slater, 2013).
9. Nous proposons une approche constructiviste de l'ethnicité (Brubaker, 2006). Tout en mettant au jour les inégalités et les assignations selon des critères ethniques, cette approche amène à porter notre analyse sur la façon dont des groupes produisent, mobilisent et contestent des catégorisations ethniques, ici dans le travail d'appropriation symbolique d'un quartier.

10. Ces deux groupes, peu structurés, et l'association locale de Ballynafeigh ont établi cet accord en 2005 (entretien, novembre 2016, avec une responsable de l'association).
 11. Comme dans le reste des quartiers en gentrification au Royaume-Uni, Ballynafeigh a connu une rapide transformation de ses commerces. Nous avons observé la fermeture de *fast foods* et de *betting shops*, souvent présentés comme moralement condamnables dans les politiques pro-gentrification (Hubbard, 2017), et remplacés par de nombreux cafés shop, de pubs brassant leur propre bière, etc.
 12. Dans les années 1980, N. Little est le *leader* du groupe paramilitaire *Ulster Resistance Movement* (Little, 2015).
 13. E. Little-Pengelly est la première élue pour *Westminster* du DUP dans cette circonscription. Avant le SDLP, c'était le UUP qui avait obtenu cette circonscription.
 14. Bryson a publié une note de blog, '*Shared Space*' rally is about hatred of Unionism, le 22 juin 2017.
 15. Source recensement NISRA - Répartition par religion (*brought up*) des catégories socio-professionnelles des personnes "actives" en 1991 et 2011, Irlande du Nord.
 16. En comparaison, lors du recensement de 2011, 45 % des individus déclarent avoir été élevés dans la religion "catholique".
 17. Pétition datant de 2015 nommée "*I call on the PSNI to take action on flags in mixed areas in Northern Ireland*", disponible sur change.org, consulté le 07 juin 2017.
 18. Pétition datant de 2017 nommée "*A Call on the PSNI to remove flags in mixed areas in South Belfast*", disponible sur change.org, consulté le 06 février 2019.
 19. Les *bonfires* consistent à faire brûler un empilement de palettes le 12 juillet pour célébrer la bataille de la Boyne.
 20. Note de blog : Bryson, '*Shared Space*' rally is about hatred of Unionism, 22 juin 2017
 21. Ces données datent de 2010 et ont été obtenues lors d'un entretien en mars 2016 avec le bailleur gouvernemental (NIHE).
 22. Nous ne disposons pas des statistiques concernant le nombre de logements attribués en moyenne par an. Néanmoins, il n'y a plus que 295 logements sociaux dans le quartier ce qui laisse penser que le temps d'attente est long.
-

RÉSUMÉS

L'article retrace une lutte pour l'appropriation symbolique d'un quartier en cours de gentrification à Belfast. Cette lutte se cristallise autour de la présence de drapeaux unionistes, symboles du maintien de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni. Depuis le milieu des années 2010, un groupe de propriétaires se mobilise pour demander la suppression de ces drapeaux dans l'espace public au nom du "partage" et de la "mixité sociale". Ces mots d'ordre sont bien souvent mobilisés pour légitimer la gentrification de quartiers centraux attractifs. Toutefois, nous expliquons que la mobilisation pour la "mixité" de ces propriétaires ne se réduit pas à la seule volonté de justifier la gentrification du quartier. Leur mobilisation contre les drapeaux s'analyse à l'aune de la restructuration de rapports de classe, mais également de la restructuration de rapports ethniques. Nous montrons en effet que le groupe de propriétaires, appartenant aux classes moyennes supérieures et se déclarant principalement "catholiques", lutte pour contrôler la présence des drapeaux dans un quartier où des individus assignés comme "catholiques" étaient auparavant mis à l'écart. Ces propriétaires font face à l'opposition d'élus unionistes qui

souhaitent maintenir leur domination dans le quartier. Pour autant, ils ne prennent pas en considération les contestations portées par des associations sur les inégalités dans l'accès au logement, dans un contexte de gentrification et de privatisation du logement social.

The article retraces a struggle for the symbolic appropriation of a gentrifying neighbourhood in Belfast. This struggle has crystallized around the erection of unionist flags, symbols of the will to maintain Northern Ireland in the United Kingdom. Since the mid-2010s, a group of homeowners has been mobilizing to demand the removal of these flags in public spaces in the name of "shared space" and "social mix". These discourses are often mobilised to legitimize gentrification of attractive inner cities. However, we explain that the endorsement of "mixing" by these homeowners is not limited to a willingness to justify gentrification. The homeowners' mobilization against the flags can be analysed in terms of the transformation of class relations, but also the transformation of ethnic relations. We show that these group members, who belong to the upper middle class and declare themselves mainly "catholics", struggle to control the presence of the flags in a neighbourhood in which individuals assigned as "catholics" used to be discriminated. The homeowners face the opposition of unionist politicians who wish to perpetuate their domination in the neighbourhood. They nonetheless ignore the contestations brought by organizations on housing inequalities in a context of gentrification and privatization of social housing.

El artículo indaga sobre la lucha por la apropiación simbólica de un barrio que experimenta un proceso de gentrificación en Belfast. Esta se cristaliza en torno a la presencia de banderas unificadoras, símbolos de la permanencia de Irlanda del Norte en el Reino Unido. Desde mediados del año 2010, un grupo de propietarios se moviliza para exigir el retiro de estas banderas de los espacios públicos bajo las consignas del "compartir" y "mixtura social". Estas se utilizan de manera corriente para legitimar la gentrificación de atractivos distritos centrales. Sin embargo, explicamos que la movilización por la "mixtura" de estos propietarios no se reduce al único deseo de justificar la gentrificación del barrio. Su movilización contra las banderas se analiza en términos de reestructuración en relaciones de clase y étnicas. En efecto, expresamos que el grupo de propietarios pertenecientes a las clases medias altas y que se declaran mayoritariamente "católicos", luchan por controlar la presencia de banderas en un barrio donde antes se excluía a los individuos designados como tal. Además, los propietarios se enfrentan a la oposición de funcionarios públicos unionistas que desean mantener su dominio en el distrito. Sin embargo, no consideran los argumentos planteados por las asociaciones referente a desigualdades en el acceso a la vivienda, en un contexto de gentrificación y privatización de la vivienda social.

INDEX

Palabras claves : gentrificación, apropiación del espacio, desigualdades, espacio público

geographyun 908, 924, 826

Mots-clés : gentrification, appropriation de l'espace, inégalités, espace public

Keywords : gentrification, space appropriation, inequality, public space

AUTEUR

HADRIEN HERRAULT

UMR 7324 CITERES, Université de Tours, France

hadrien.herrault[at]gmail.com